

# Corrigé du sujet de dissertation (Cas FRANCE)

## Sujet 1 / « Les sources du Droit des personnes »

(**Accroche**). La Cour de cassation a validé le 4 octobre 2019 la transcription en droit français de la filiation de la mère d'intention vis-à-vis de ses deux filles, nées d'une gestation pour autrui aux États-Unis à la suite d'une demande d'avis consultatif adressée à la Cour européenne des droits de l'homme. **Cet évènement d'actualité permet d'illustrer la diversité des sources du droit des personnes.**

(**Définitions**). L'expression « **sources du droit** » est une métaphore servant à désigner les origines des normes juridiques. On distingue classiquement les sources du droit « matérielles » des sources du droit « formelles ». Ce dernier sens, désignant les différents types de normes juridiques dans lesquelles le droit trouve sa source, est celui qui sera ici retenu. Le **droit des personnes** peut se définir comme la partie du droit civil qui étudie les personnes en tant que sujets de droit c'est-à-dire les sujets titulaires de droits et assujettis à des obligations. S'intéresser aux sources du droit des personnes revient à étudier les différents types de normes juridiques qui créent le droit des personnes français.

(**Intérêts / Impératifs contradictoires**). Le droit des personnes est régi par le droit français et notamment par le Code civil. Quelques dispositions constitutionnelles sont également susceptibles de concerner la matière. Toutefois, le Droit des personnes français évolue désormais également sous l'influence du Droit international et notamment du Droit européen avec le rôle joué par la Cour européenne des droits de l'homme.

(**Problématique**). Dans quelle mesure les sources du Droit des personnes évoluent-elles ?

(**Annonce de plan « générale »**). Si le droit des personnes est largement encadré par le droit national (I), il semble désormais évoluer sous l'influence du droit international (II).

### 1/ L'encadrement important du Droit des personnes par le droit national

(**Annonce de plan « interne »**). Le Droit des personnes français est largement encadré par les pouvoirs publics nationaux (A). Les juridictions nationales contribuent également à son évolution (B).

#### **A- L'encadrement du droit des personnes par les pouvoirs publics nationaux**

En premier lieu, la Constitution prévoit des règles de répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire. Ainsi, l'article 34 de la Constitution qui énumère les matières réservées à la loi vise notamment les règles concernant l'état et la capacité des personnes ce qui n'empêche pas au pouvoir réglementaire d'intervenir pour appliquer la loi.

Par ailleurs, quelques dispositions de valeur constitutionnelle qui ne concernent pas directement le Droit des personnes trouvent application en Droit des personnes. Par exemple, l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens de 1789 (principe d'égalité) a été invoqué afin de contester la constitutionnalité de l'article 521-1 du Code pénal interdisant notamment la création de nouveaux gallodromes (Décision n° 2015-477 QPC du 31 juillet 2015). Cette décision ne concerne pas directement les

personnes humaines, mais elle a une importance certaine en Droit des personnes car elle contribue à faire évoluer le régime juridique applicable aux animaux dont le classement dans la summa divisio « personnes / choses » pose problème.

Ensuite, la loi conserve une importance certaine en Droit des personnes. Par exemple, les lois adoptées par le Parlement français en matière de bioéthique visant à s'assurer que la science reste au service de l'homme sont relatives au respect du corps humain, au don et à l'utilisation des éléments du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation, au diagnostic prénatal et au traitement des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé. Cette législation est codifiée dans le Code de la santé publique et dans le Code civil. La dernière loi bioéthique a été adoptée le 2 août 2021 et comporte des dispositions très importantes modifiant profondément certains pans du Droit des personnes (ouverture de l'assistance médicale à la procréation aux femmes non mariées et aux couples homosexuels de femmes, organisation d'un système d'information mis à la disposition des enfants issus de dons de gamètes...).

Enfin, les circulaires, même si elles n'ont aucune valeur juridique, peuvent parfois servir à aiguiller les juges sur des problèmes relatifs au Droit des personnes. Ainsi, une circulaire de 2001 prévoyait par exemple qu'un acte d'enfant sans vie ne pouvait pas être établi lorsque l'enfant ne naissait ni vivant ni viable. Mais la Cour de cassation a refusé d'appliquer cette circulaire (1ère Civ., 6 fév. 2008, n°06-16.498). et, par la suite, les décrets du 20 août 2008 ont subordonné l'acte d'enfant sans vie à un certificat médical d'accouchement.

**(Transition).** Le Droit des personnes est aussi largement encadré par les juridictions nationales.

## **B- L'encadrement du Droit des personnes par les juridictions nationales**

Bien qu'officiellement la jurisprudence ne soit pas une source du droit en vertu notamment de l'article 5 du Code civil selon lequel « il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises », en pratique, les juridictions françaises ont une véritable influence sur le droit des personnes.

En premier lieu, les juridictions de l'ordre judiciaire contribuent à faire évoluer le Droit des personnes.

D'abord, la Cour de cassation a un rôle extrêmement important dans l'évolution du Droit des personnes. La Cour de cassation a par exemple refusé la demande d'une personne de pouvoir inscrire dans les actes de l'état civil (qui invoquait une atteinte au droit au respect de sa vie privée dont l'identité sexuée fait partie) la mention « sexe neutre » (Civ. 1ère, 4 mai 2017, n°16-17189). De même, elle a consacré certains principes importants du Droit des personnes comme l'adage *infans conceptus* en induisant ce principe de plusieurs dispositions du Code civil induit ce principe de plusieurs dispositions du Code civil (Civ., art. 725 sur la succession ; art. 906 sur la donation).

En outre, les juridictions de première instance et les cours d'appel ont également un certain rôle en Droit des personnes dans la mesure où ils peuvent parfois initier des revirements de jurisprudence ou peuvent faire des demandes d'avis à la Cour de cassation (exemple : Avis n° 14-70.006 de la Cour de cassation du 22 septembre 2014 sur le recours à la procréation médicalement assistée).

Par ailleurs, les juridictions de l'ordre administratif, à la tête desquelles se trouve le Conseil d'État, jouent également un rôle certain en Droit des personnes. Par exemple, le Conseil d'État a jugé que le choix du mode de sépulture fait par la personne avant son décès doit être respecté et participe de ses convictions personnelles (CEDH art 8 et 9), mais que dans l'intérêt de l'ordre et de la santé publique seule l'inhumation et la crémation sont possibles.

**(Transition).** Bien que le droit national et les juridictions internes conservent un rôle très important dans la construction du Droit des personnes, le Droit international et européen influence de plus en plus largement le Droit des personnes français.

## **2/ L'évolution manifeste du Droit des personnes sous l'influence du Droit international**

(**Annnonce de plan « interne »**). Cette évolution résulte de l'influence du Droit issu du Conseil de l'Europe et notamment de la Convention européenne des droits de l'homme (A) mais également du Droit international (B).

### **A- L'influence grandissante du Droit européen sur le Droit des personnes**

Le Conseil de l'Europe est une organisation intergouvernementale créée en 1949 qui a adopté la Convention européenne des droits de l'homme le 4 novembre 1950, que la France a ratifié le 3 mai 1974. Cette Convention reconnaît à toute personne des droits et libertés civils et politiques dont le respect s'impose aux États dont certains concernent directement ou indirectement le Droit des personnes.

En premier lieu, la particularité de la Convention européenne des droits de l'homme est qu'elle bénéficie d'un effet direct. Tout justiciable peut invoquer les dispositions de la convention dans ses rapports avec l'État (effet direct vertical) ou avec d'autres particuliers (effet direct horizontal) devant les juridictions françaises. Ainsi, dans l'arrêt rendu par la Cour de cassation précité relatif au sexe neutre (Civ. 1ère, 4 mai 2017, n°16-17189), le justiciable invoquait notamment le droit au respect de la vie privée, prévu par l'article 8 de la Convention, pour tenter d'obtenir la possibilité de faire inscrire sur ses actes d'état civil la mention de « sexe neutre ». De même, le Conseil d'État a posé le principe du respect du choix du mode de sépulture fait par la personne avant son décès sur le fondement de l'article 8 de la Convention (CE, 6 janv. 2006, n°260307).

En deuxième lieu, toute personne peut saisir la Cour européenne des droits de l'homme, chargée de faire appliquer la Convention, après épuisement des voies de recours internes et une décision de la Cour sanctionnant la France rend nécessaire une modification de la loi française pour en tenir compte (l'État doit remédier à la violation constatée selon les moyens qu'il choisit selon l'article 46 de la Convention). Ainsi, La Cour européenne des droits de l'homme a par exemple jugé, à propos de l'homicide sur fœtus, que le point de départ du droit à la vie relève de la marge d'appréciation des États et qu'il n'est pas souhaitable de répondre dans l'abstrait à la question de savoir si l'enfant à naître est une personne au sens de l'article 2 de la Convention (CEDH, VO c/ France, 8 juillet 2004). Les décisions de condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme ont conduit également la France à faire évoluer sa législation et la jurisprudence relative aux personnes transgenres notamment sur la condition de nécessité d'une opération stérilisante (CEDH, 6 avril 2017).

(**Transition**). Le Droit international contribue également à faire évoluer le Droit des personnes français.

### **B- L'influence du Droit international sur le Droit des personnes**

Certaines conventions internationales contribuent également à l'évolution du Droit des personnes sur certains aspects. Elles peuvent exercer une influence directe sur le Droit des personnes ou une influence indirecte.

En premier lieu, l'influence peut être directe. Par exemple, la Convention internationale des droits de l'enfant (« Convention de New York ») ratifiée par la France le 7 août 1990 pose notamment le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. Ce principe est pris en compte par la Cour de cassation dans le cadre des contentieux relatifs à l'établissement de la filiation en cas de gestation pour autrui réalisée à l'étranger. Elle tente de concilier l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3, § 1, Conv. New York sur les droits de l'enfant) et son droit au respect de sa vie privée (art. 8 CEDH) avec l'interdiction d'ordre public de la GPA fondé sur le principe d'indisponibilité du corps humain (exemple : Ass. Plén. 4 octobre 2019 n°10-19.053). De même, le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant trouve à s'appliquer dans le domaine du don de gamètes. Ainsi, le principe d'anonymat du donneur de gamète est contesté sur le fondement de l'article 7-1 de la Convention internationale

des droits de l'enfant (« l'enfant a, dès sa naissance, le droit (...) de connaître ses parents et d'être élevé par eux »). La loi du 2 août 2021 a même organisé un système d'information mis à la libre disposition des enfants issus de dons une fois devenus majeurs.

Ensuite, certaines conventions internationales peuvent exercer une influence indirecte sur le Droit des personnes. Par exemple, il existe une Déclaration universelle des droits de l'animal du 15 octobre 1987. Bien que la valeur de cette Déclaration soit symbolique et non juridique, l'existence de ce type de Déclaration contribue à alimenter les critiques relatives à la pertinence de la *summa divisio* entre les personnes et les biens en France.

## **Sujet 2 / « Chacun a droit au respect de sa vie privée ».**

A l'ère de la presse people, d'Internet et des réseaux sociaux, le droit au respect de la vie privée est régulièrement mis à mal. Pourtant, depuis la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, l'article 9 du Code civil énonce en son premier alinéa que « chacun a droit au respect de sa vie privée ».

En réalité, la consécration en droit français du droit au respect de la vie privée a été relativement tardive. Avant la loi du 17 juillet 1970, aucune disposition législative ne protégeait explicitement le droit au respect de la vie privée. En matière d'atteintes à la vie privée, les juges se servaient de l'ancien article 1382 du Code civil (aujourd'hui article 1240 du Code civil), qui nécessitait de prouver une faute, un dommage et le lien de causalité entre les deux. L'ancien article 1382 s'est toutefois révélé insuffisant pour sanctionner efficacement les atteintes à la vie privée. En particulier, les atteintes les plus graves ne pouvaient être sanctionnées pénalement (les juges ne pouvant pas créer d'infractions). Sous l'impulsion de la doctrine, le législateur est alors intervenu et la loi du 17 juillet 1970 a consacré le droit au respect de la vie privée à l'article 9 du Code civil.

Il n'est donc plus nécessaire, comme c'était le cas avant la loi du 17 juillet 1970, de prouver une faute pour que soit sanctionnée l'atteinte à la vie privée. En vertu de l'article 9 du Code civil, chaque individu a le droit au respect de sa vie privée. Le droit au respect de la vie privée est un véritable droit de la personnalité, dont toute personne physique est titulaire. Dès lors, la simple violation de la vie privée d'une personne est sanctionnable. Cette violation est caractérisée par une immixtion dans la vie privée d'une personne sans autorisation préalable.

Aujourd'hui, le droit au respect de la vie privée constitue un principe fondamental en droit français. Outre l'article 9 du Code civil, il est protégé par d'autres textes. A titre d'exemple, l'article 226-1 du Code pénal sanctionne le fait de porter volontairement atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel, ou en fixant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé. Par ailleurs, le domaine de la vie privée ne cesse d'être étendu par la jurisprudence, qui, ce faisant, donne une importance croissante au droit au respect de la vie privée. Enfin, le droit au respect de la vie privée est également consacré en droit international.

On peut toutefois remarquer que le droit au respect de la vie privée peut entrer en conflit avec d'autres droits et libertés, comme la liberté d'expression, la liberté de la presse et le droit à l'information du public. Dans ce genre de situations, les juges devront rechercher un équilibre, et « privilégier la solution la plus protectrice de l'intérêt le plus légitime » (Cass. Civ. 1ère, 9 juillet 2003). Dès lors, le droit au respect de la vie privée pourra être relégué au second plan si le droit avec lequel il entre en opposition mérite davantage d'être protégé.

La question se pose donc de savoir si le droit au respect de la vie privée est absolu ou s'il comporte des limites.

En réalité, si le droit au respect de la vie privée a été consacré comme un principe général (I), il n'en demeure pas moins qu'il est assorti d'un certain nombre de limites (II).

## **I) Le principe général du droit au respect de la vie privée**

Le droit au respect de la vie privée est consacré aussi bien en droit interne qu'en droit communautaire et international, et protège tous les individus (A). En outre, le domaine d'application du droit au respect de la vie privée est large et est régulièrement étendu par la jurisprudence (B).

### **A) La consécration générale du droit au respect de la vie privée**

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, l'article 9 du Code civil dispose que « chacun a droit au respect de sa vie privée ».

Ce principe a valeur constitutionnelle. En effet, si le droit au respect de la vie privée est absent de la Constitution de 1958 et du préambule de la Constitution de 1946, il a progressivement été consacré par la jurisprudence du Conseil Constitutionnel. Ainsi, dans une décision n° 94-352 DC du 18 janvier 1995, le Conseil Constitutionnel affirmait déjà que « la méconnaissance du droit au respect de la vie privée peut être de nature à porter atteinte à la liberté individuelle ». Plus tard, dans une décision n° 99-416 DC du 23 juillet 1999, le Conseil Constitutionnel rattacherait le droit au respect de la vie privée à l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui inclut la liberté au sein des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Aujourd'hui, le Conseil Constitutionnel n'hésite pas à préciser que la liberté proclamée par cet article « implique le respect de la vie privée » (Cons. const., 30 mars 2012, n° 2012-227 QPC) ou que le droit au respect de la vie privée est protégé par l'article 2 de la Déclaration de 1789 (Cons. const., 25 mars 2014, n° 2014-693).

Le droit au respect de la vie privée a également été consacré par la jurisprudence. On peut citer le célèbre arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation en date du 23 octobre 1990, selon lequel « toute personne, quels que soient son rang, sa naissance, sa fortune, ses fonctions présentes ou à venir, a droit au respect de sa vie privée ».

Enfin, le droit au respect de la vie privée fait l'objet d'une consécration en droit communautaire et international. Il figure à l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications »). On le retrouve également à l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme selon lequel « toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance », ou encore à l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (« Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. »).

A travers l'ensemble de ces formulations, on remarque que le droit au respect de la vie privée s'applique à « chacun », à « toute personne ». Il est consacré comme un droit qui protège tous les individus.

Non seulement le droit au respect de la vie privée a été consacré comme un droit à portée générale, mais son domaine d'application ne cesse de s'étendre.

### **B) L'extension continue du domaine de la vie privée**

La loi ne donne pas de définition de la notion de vie privée. Dès lors, le domaine de la vie privée a été précisé par la jurisprudence, qui en a progressivement étendu les contours.

Aujourd'hui, la vie privée englobe le domicile (Cass. Civ. 2ème, 5 juin 2003 : la publication dans la presse de la photographie de la résidence d'une personne, avec le nom du propriétaire et sa localisation, constitue une atteinte à la vie privée de cette personne), la religion (Cass. Civ. 1ère, 6 mars 2001), la sexualité, l'orientation sexuelle (CEDH, 25 mars 1992, Botella c/ France : le refus de retranscrire un changement de sexe à l'état civil est une atteinte à la vie privée), la vie sentimentale, étant entendu que cette notion englobe toutes les relations affectives (Cass. Civ. 1ère, 6 oct. 1998 : la diffusion d'une lettre confidentielle dont l'objet était de révéler une situation de concubinage représente une atteinte au droit au respect de la vie privée), ou encore l'état de santé (CA Paris, ord. réf., 13 mars 1996 : la révélation par un médecin d'éléments couverts par le secret médical constitue une atteinte à la vie privée du patient).

On peut également citer les correspondances. A ce titre, l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont clairs puisqu'ils mentionnent explicitement que toute personne a droit au secret de ses correspondances. Ce principe a été renforcé par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui sanctionne sur le fondement de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme la violation des correspondances (CEDH, 2 août 1984, Malone c/ Royaume-Uni). En outre, le secret des correspondances s'applique, en plus des communications écrites et téléphoniques, aux communications électroniques (TGI Paris, 2 nov. 2000 : « l'envoi de messages électroniques de personne à personne constitue de la correspondance privée »).

On pourrait encore citer la protection des données personnelles, qui a été renforcée par l'entrée en vigueur, le 25 mai 2018, du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Il est donc clair que le domaine de la vie privée, et donc le champ d'application du droit au respect de la vie privée, est vaste.

La portée du droit au respect de la vie privée est donc particulièrement générale. Le droit au respect de la vie privée concerne tous les individus et a vocation à s'appliquer dans de nombreuses situations (I). Toutefois, le droit au respect de la vie privée n'est pas un droit absolu. Son application se verra parfois contrecarrée par un certain nombre de limites (II).

## **II) Les limites du droit au respect de la vie privée**

Le droit au respect de la vie privée ne prime pas toujours sur les autres droits et libertés avec lesquels il entre en conflit. Dans ce genre de cas, son application pourra se voir limitée (A). Par ailleurs, le droit au respect de la vie privée est également limité par le régime de preuve et les sanctions des atteintes à la vie privée (B).

### **A) Les autres droits et libertés opposés au droit au respect de la vie privée**

Le droit au respect de la vie privée peut se voir limité par différents droits et libertés.

En premier lieu, le droit au respect de la vie privée doit se concilier avec la liberté d'expression, la liberté de la presse et le droit à l'information du public. En principe, le premier prime sur les autres ; le droit à l'information ne justifie pas la publication d'éléments relevant de la vie privée. Mais cette primauté cède dans le cas des personnes publiques quand elles sont en public dans l'exercice de leur activité (un sportif pendant un événement sportif, un acteur pendant une soirée de remise des prix...). Ainsi, l'application du droit au respect de la vie privée est écartée si la publication, bien que révélatrice d'une relation sentimentale, porte sur un événement public (Cass. Civ. 1ère, 1er mars 2017). De même, la publication d'informations relatives à l'existence d'un enfant naturel du Prince Albert de Monaco ne constitue pas une atteinte à la vie privée de ce dernier en raison du

caractère héréditaire de ses fonctions de chef d'État (CEDH, 10 nov. 2015, Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/ France, no 40454/07).

En second lieu, le droit au respect de la vie privée peut parfois être limité dans le cadre de la sphère professionnelle. Ainsi, l'employeur a le droit de s'immiscer dans la vie privée de ses employés à certains égards. Il pourra par exemple imposer à ses employés une tenue vestimentaire (Cass. soc., 28 mai 2003). De même, les dossiers et fichiers créés par un salarié à l'aide de son ordinateur de travail sont présumés, sauf si le salarié les identifie comme étant personnels, avoir un caractère professionnel. Ainsi, l'employeur peut y avoir accès sans demander l'autorisation (Cass. soc., 19 juin 2013, n° 12-12139).

En troisième lieu, le droit au respect de la vie privée peut entrer en opposition avec le droit à la preuve. La question qui se pose est la suivante : peut-on accepter qu'une partie à un procès produise des preuves qui portent atteinte à la vie privée de son adversaire ? La Cour de cassation a répondu à cette question par l'affirmative : la production de preuves constituant une atteinte à la vie privée est justifiée si elle est indispensable à l'exercice du droit à la preuve et que l'atteinte est proportionnée au but poursuivi (Cass. Civ. 1ère, 25 févr. 2016, n° 15-12.403).

Ainsi, l'application du droit au respect de la vie privée se voit limitée par les autres droits et libertés avec lesquels il entre en conflit. C'est également le cas en raison du régime de preuve et de la relative efficacité des sanctions des atteintes à la vie privée.

## **B) Le régime de preuve et les sanctions des atteintes à la vie privée**

L'article 9 alinéa 2 du Code civil prévoit que « les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé ».

Toutefois, pour que ces sanctions soient prononcées, il faut que l'atteinte à la vie privée soit prouvée. A ce titre, il ne suffit pas de démontrer une immixtion dans la vie privée. Il faut également vérifier l'absence d'autorisation préalable de ladite immixtion. En effet, chaque personne peut librement autoriser des atteintes à sa vie privée. Dès lors, en présence d'une autorisation expresse, l'atteinte à la vie privée ne pourra pas être caractérisée.

Par ailleurs, comme l'énonce clairement l'article 9 alinéa 2 du Code civil, une atteinte à la vie privée peut donner lieu, sur le plan civil, à deux types de sanctions. D'abord, la victime peut prétendre à la réparation du préjudice subi, c'est-à-dire à l'allocation de dommages-intérêts. Si, comme on l'a évoqué précédemment, la constatation de l'atteinte à la vie privée est suffisante pour engager la responsabilité de son auteur (sans qu'il soit nécessaire de caractériser la faute), il n'en demeure pas moins qu'il faut bien établir un préjudice pour que la victime puisse obtenir réparation. A ce titre, la détermination du préjudice est souvent difficile et ne compense pas toujours l'ampleur de l'atteinte. En particulier, les profits générés par la révélation d'informations privées sont souvent bien supérieurs aux dommages-intérêts décidés par les juges (on pense notamment aux magazines people qui sont vendus à des centaines de milliers d'exemplaires). Ensuite, la victime peut également prétendre à un certain nombre de mesures qui ont pour but de faire cesser l'atteinte à la vie privée (comme un séquestre ou une saisie).

Ces sanctions ne peuvent toutefois intervenir que de manière exceptionnelle, en cas d'atteinte particulièrement grave à la vie privée. Ainsi, dans de nombreux cas d'atteintes à la vie privée, elles ne seront pas prononcées par les juges.

On voit donc que les sanctions civiles de l'atteinte à la vie privée ne sont pas réellement dissuasives. C'est également le cas en ce qui concerne les sanctions pénales. L'article 226-1 du Code pénal dispose qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait, au moyen d'un procédé quelconque, volontairement de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui : 1° En captant, enregistrant ou transmettant, sans le

consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel ; 2° En fixant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé. Lorsque les actes mentionnés au présent article ont été accomplis au vu et au su des intéressés sans qu'ils s'y soient opposés, alors qu'ils étaient en mesure de le faire, le consentement de ceux-ci est présumé. » Pour qu'il y ait sanction, il faut donc qu'il y ait une atteinte volontaire à la vie privée réalisée selon certains procédés bien précis (captation ou enregistrement sans le consentement de la personne, en sachant que le consentement est présumé quand l'atteinte est réalisée devant la personne et que celle-ci ne montre pas une opposition).

Ainsi, aussi bien les sanctions civiles que pénales n'interviennent que de manière exceptionnelle, et contribuent à limiter l'efficacité du droit au respect de la vie privée.